



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org
Facebook : [@ceasmayenne](https://www.facebook.com/ceasmayenne)

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par
messagerie électronique aux seuls
adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Virginie Amirbaccasse,
Claude Guioullier,
Nathalie Houdayer.



Santé publique

Accès aux soins, immigration et perspectives d'avenir... Les territoires influencent l'opinion des Français

Dans *Études & Résultats* n° 1106 de février 2019, Romain Caron rend compte des données relatives au Baromètre d'opinion mené par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) en 2017 ⁽¹⁾. L'enquête met en évidence les ressentis des Français, interrogés sur des questions de santé, de protection sociale, d'inégalités et de cohésion sociale. En comparant les données selon les communes, l'auteur pointe des tendances et les met en relation avec d'autres paramètres pour éclairer et nuancer les résultats obtenus.

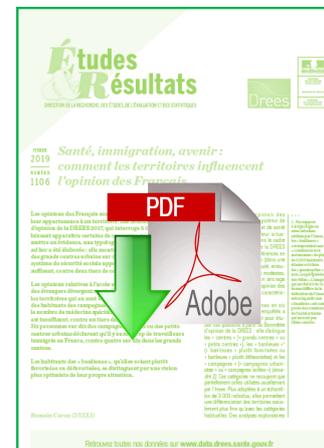
La Drees a conduit son sondage auprès de 3 000 personnes, de 18 ans ou plus et vivant en France métropolitaine, selon un découpage des communes en six catégories. L'appartenance à un territoire influence, d'une manière parfois très prononcée, les opinions des Français. Ainsi, « huit habitants des grands centres urbains sur dix estiment que notre système de sécurité sociale apporte un niveau de protection suffisant, contre deux tiers de ceux des campagnes isolées ».

Plus précisément, l'auteur explique qu'il existe une divergence d'opinions « en fonction du lieu d'habitation (dans une grande ville ou un endroit isolé, entourés de personnes aisées ou modestes, etc.). Celui-ci constitue un ancrage social qui peut influencer sur l'opinion des Français, au-delà de leurs caractéristiques personnelles ».

Des avis contrastés en matière de santé publique

La majorité des personnes interrogées trouve suffisant le « niveau de protection fourni par le système de sécurité sociale ». Toutefois, il existe des écarts entre « l'opinion exprimée par les habitants des grands centres et ceux des petits centres ou des campagnes » (20 % des habitants des grands centres estiment que le système de sécurité sociale n'offre pas une protection satisfaisante contre 34 % dans les campagnes isolées). D'une manière générale, les habitants des grands centres sont moins enclins à solliciter une intervention en santé publique. S'agissant de la population des petits centres, comme en zone rurale, « plus de sept habitants sur dix vivant dans les petits centres et les campagnes » considèrent qu'il revient « à l'État de prendre en charge financièrement les personnes âgées dépendantes plus qu'aux personnes âgées dépendantes elles-mêmes ou à leur famille ». En ce qui concerne les personnes vivant dans les grands centres et dans les « banlieues » plutôt défavorisées, six habitants sur dix pensent qu'il incombe aux pouvoirs publics d'assurer cette prise en charge financière auprès des seniors en perte d'autonomie.

Romain Caron souligne que « les inégalités d'accès aux soins sont le plus souvent jugées "les moins acceptables" (26 %), devant celles "liées à l'origine ethnique" (18 %) ou au revenu (15 %) ». Quant à la qualité des soins et aux délais d'attente, ils sont perçus comme inhérents à la commune dans laquelle les Français vivent : « Six personnes sur dix estiment que l'une et l'autre dépendent du lieu où l'on habite ». D'où un sentiment d'inégalités associé au manque de médecins qui est « encore plus marqué lorsqu'il s'agit des médecins spécialistes ». En effet, « 73 % des personnes dans les campagnes isolées jugent qu'il n'y en a pas assez, contre 32 % dans les grands centres, où l'on trouve par ailleurs beaucoup plus de médecins spécialistes ». Ce marqueur accentue une perception hétérogène de l'accès aux soins et le rend d'autant moins acceptable par les Français.



(1) – « Santé, immigration, avenir : comment les territoires influencent l'opinion des Français » (6 pages).

Regard sur l'immigration et auto-perception

L'auteur relève une « *défiance vis-à-vis des étrangers plus forte dans les communes éloignées des grands centres* ». Concernant les données relatives à l'accès aux soins et à l'intégration des étrangers, les Français se prononcent différemment en fonction des grands centres et des territoires plus ruraux : « *Les trois quarts des habitants des campagnes isolées estiment que le nombre de médecins spécialistes à proximité de chez eux est insuffisant, contre un tiers dans les grands centres. Six personnes sur dix des campagnes isolées ou des petits centres urbains déclarent qu'il y aurait trop de travailleurs immigrés en France, contre quatre sur dix dans les grands centres* ». Le niveau de diplôme ainsi que la fréquence potentielle des contacts avec les personnes d'origine étrangère influent sur les opinions des personnes interrogées : « *Dans tous les territoires, la défiance vis-à-vis des étrangers est d'autant plus forte que les personnes sont peu diplômées* ». Le fait de vivre dans une commune où il est possible de côtoyer des personnes étrangères est relié à « *une appréciation plus positive de leur rôle dans la société et de la nécessité d'augmenter l'intervention publique à leur égard, comme l'indiquent d'autres travaux* ».

L'appréciation des Français à l'égard de leur situation personnelle offre des éléments corrélés, là encore, au territoire où ils vivent. Ainsi, « *les habitants des "banlieues" qu'elles soient plutôt favorisées ou défavorisées, se distinguent par une vision plus optimiste de leur propre situation* ». En effet, « *64 % des habitants des grands centres et 66 % des habitants des "banlieues" plutôt défavorisées se disent optimistes pour leur avenir, contre 54 % à 57 % des habitants résidant dans d'autres ensembles* ». L'environnement social vécu positivement et d'autres facteurs tels que vivre en couple ou habiter dans les grands centres, favorisent le sentiment d'avoir une « *bonne situation* ». En outre, « *par rapport aux grands et petits centres ou aux campagnes, le*

grand nombre d'enquêtés dans une "bonne situation" dans les "banlieues" plutôt favorisées se comprend au regard de leurs caractéristiques sociales. Ils disposent d'un meilleur diplôme, de revenus plus élevés et travaillent plus souvent en contrat à durée indéterminée ».

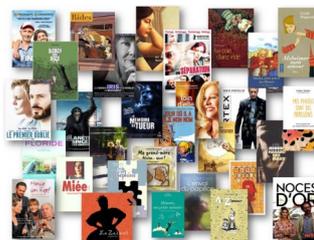
Selon l'étude, l'optimisme exprimé par les habitants issus de « *banlieues* » plutôt défavorisées est associé à « *l'impression qu'une certaine ascension sociale est possible* ». Les grands centres étant également très attractifs au vu « *des services et des opportunités d'emploi* », les personnes interrogées les perçoivent comme stimulants et offrant des perspectives d'avenir. Néanmoins, ces mêmes personnes se sentent « *moins souvent "très bien intégrées" que les habitants des grands centres (49 % contre 58 %)* ».

Romain Caron conclut en rappelant « *la prudence dont il faut faire preuve dans l'interprétation des enquêtes portant sur les opinions et les perceptions des individus* ». Il invite le lecteur à considérer ces résultats avec précaution du fait de la taille limitée de l'échantillon concerné par le Baromètre d'opinion.

www.ceas53.org

« Les occasions de mieux la comprendre se multiplient. Maladie d'Alzheimer : cinéma et littérature (mai 2020, 58 pages) » (14/05/2020) – rubrique « *Gérontologie* », « *Maladie d'Alzheimer* »

La maladie d'Alzheimer conserve encore tous ses mystères, tant sur le plan médical que pour l'entourage dans la vie au quotidien. Dès lors, on ne peut que saluer les diverses initiatives, dans la production culturelle, qui permettent au grand public de mieux connaître et comprendre cette maladie.



Le dossier est complété avec la présentation de : La Zaïmer, de Virginie Esia (éditions Thot, 2015)

[Lire la suite](#)

Élections

Trois communautés de communes au grand complet

En France, selon une source gouvernementale, 154 communautés de communes ou d'agglomération ont vu l'ensemble de leurs communes membres élire un conseil municipal au complet le 15 mars. Comme l'installation des conseils communautaires doit intervenir au plus tard trois semaines après la date d'entrée en fonction des conseils municipaux, ce sera donc au plus tard le lundi 8 juin.

Trois des neuf communautés de communes ou d'agglomération mayennaises sont dans ce cas de figure : la communauté de communes de l'Ernée, celle du Pays de Château-Gontier et celle du Pays de Meslay-Grez.

La pensée hebdomadaire

« *Les connaissances se multiplient de façon exponentielle, du coup, elles débordent notre capacité de nous les approprier, et surtout elles lancent le défi de la complexité : comment confronter, sélectionner, organiser ces connaissances de façon adéquate en les reliant et en intégrant l'incertitude. Pour moi, cela révèle une fois de plus la carence du mode de connaissance qui nous a été inculqué, qui nous fait disjoindre ce qui est inséparable et réduire à un seul élément ce qui forme un tout à la fois un et divers. En effet, la révélation foudroyante des bouleversements que nous subissons est que tout ce qui semblait séparé est relié, puisqu'une catastrophe sanitaire catastrophise en chaîne la totalité de tout ce qui est humain.* »

Edgar Morin, sociologue et philosophe, « *Cette crise devrait ouvrir nos esprits depuis longtemps confinés sur l'immédiat* » (propos recueillis par Nicolas Truong), *Le Monde* des 19 et 20 avril 2020.